

Éditorial

Ce

fascisme dont, jour après jour depuis une dizaine d'années et plus précisément depuis la guerre d'Algérie, nous distinguons les symptômes, après avoir miné le gros fromage républicain, a débouché au grand jour, au «grand soir» du 13 Mai, à Alger.

Le

«18 juillet 36» français tombait le 13 mai 58 et, pas plus qu'en Espagne la république n'avait su appeler le peuple à la lutte, le gouvernement Pflimlin, investi grâce au P.C., ne songea à s'appuyer sur le peuple pour faire que le «fascisme ne passe pas». Députés et ministres républicains avaient plus peur du peuple que du fascisme militaire. Ce peuple français, qui avait accepté la non-intervention dans la guerre d'Espagne, l'a reprise à son compte et n'est pas réellement intervenu pour faire échouer la tentative fasciste.

Pourtant

lorsque le 14 mai, Massu constatant l'échec du coup de force en France déclarait «nous sommes foutus» il ne tenait qu'au peuple de faire, par son action, qu'effectivement «ils soient foutus»... et pour longtemps.

En

fait d'action, nous vîmes les mots d'ordre de grève (partielle!), lancés trop tard après bien des hésitations et sans coordination («Nos» syndicats restant... ce qu'ils sont!), ne pas être suivis et la vie continuer pour la majorité des gens comme si de rien n'était. Il y eut bien quinze jours après, ce défilé de 250 mille parisiens, mais tous les partis furent d'accord pour en faire une kermesse joyeuse et en annihiler tout esprit de lutte --

«Nous ne sommes pas là pour nous battre mais pour défendre la république» recommandaient les militants du service d'ordre stalinien devant la Bourse du Travail.

De

Gaulle ayant été placé au centre du terrain, la confusion devint officielle. Les fascistes attendirent, La gauche attendit. Il jeta de la poudre aux yeux dans toutes les directions, parla beaucoup et ne dit rien. Ce que n'avaient pas prévu les «factieux» en voulant leur De Gaulle, c'est que celui-ci plutôt qu'être leur homme, préfère être son homme à lui, De Gaulle.

Les

fascistes lui proposait une place de «chef d'équipe», lui préféra se mettre «à son compte».

Les

«factieux» se voyaient les maîtres par «viol du peuple» métropolitain. De Gaulle préfère être le maître par séduction, démagogie, «réconciliation nationale».

Le

danger fasciste n'en est pas moindre, au contraire. Car si De Gaulle

n'est qu'un dictateur, actuellement accepté par un grand nombre, il compte bien se faire plébisciter, lui, «le libérateur de la Patrie». En rééditant le coup du «vainqueur de Verdun», De Gaulle a en main les atouts propres à la construction d'un fascisme s'affirmant progressivement et ralliant, en les rassurant, bien des gens que

Massu effrayait. Et, puisque Pétain avait son Laval, pourquoi De Gaulle ne s'offrirait-il pas pour commencer son Soustelle, ce qui

lui permettra toujours, si son coup tardait à réussir, de dérouter le mécontentement populaire sur cette tête

d'affiche (et nous sommes polis).

De

Gaulle a bien appris la leçon: il se souvient que Laval fut exécuté et que Pétain mourut de vieillesse, dans son lit.

Il

semble bien que le fascisme traditionnel «ne passera pas», doublé qu'il a été par le néo-fascisme gaulliste qu'il nous faudra combattre pied à pied dans les usines où nous risquons de voir bientôt manifester les commis-voyageurs de l'association capital-travail (avec ses H.L.M. pour tous, sa voiture populaire, son syndicat «apolitique»...)

Bien

sûr, nous dira-t-on, mais votre vision des choses engendre le défaitisme et il n'en faut pas quand les partis ouvriers appellent à la défense de la république! Ouais! Seulement si l'on regarde de près le problème est mal posé.

Les

partis, qui en l'absence de république, perdent leur raison d'être et leurs employeurs puisqu'ils sont parlementaires, ont évidemment intérêt à demander aux travailleurs de sauver leur république.

Mais

la classe ouvrière (dans son sens le plus large) où est son intérêt? Bien sûr pas dans la dictature ou le néo-fascisme que tôt ou tard elle sera amenée à combattre. Son intérêt demeure inchangé, même si elle en a momentanément perdu conscience, son intérêt, c'est son émancipation en tant que classe, vers le communisme libertaire, par la lutte révolutionnaire des organisations qu'elle se donnera et contrôlera, et non en suivant les partis traditionnels qui depuis des années l'aiguillent sur les voies de garage.

La

lutte des comités de défense des partis représente incontestablement un obstacle au fascisme. Mais cette lutte n'a pour

seul objectif que le rétablissement de la République.

Pourtant le vrai combat ouvrier devra renaître, par la force des choses, et ce serait un combat stérile s'il n'accouchait que d'une «République – Pouvoirs spéciaux» ou d'un «Front-Populaire-non-intervention».

Si

la lutte antifasciste doit être dure, qu'on lui donne un autre enjeu que la république.

Seule

la perspective de la Révolution devrait être de nature à relancer la lutte ouvrière.

Bien

sur, la «S.F.I.O.» se «durcira», prenant son vent habituel à gauche pour mieux tirer sa bordée à droite. Bien sûr quelques minoritaires socialistes, antifascistes réels tenteront de racheter l'«honneur» du P.S., mais Lacoste et Mollet resteront comme des taches indélébiles sur le plastron de la social-démocratie. Pour le P.C. la chose est différente, il joue une grande partie: Il compte bien récolter tous les fruits du mécontentement que De Gaulle à la longue ne manquera pas de susciter. Pour cela il se prépare un passé de seul défenseur de la république. Pour cela, pas de fausse note, patte de velours et main retendue «on ne veut pas de démocratie populaire, juste la République, la vraie, avec plusieurs partis...» À la vôtre! Tout cela présentant l'avantage de dissiper un peu les rancunes qui, depuis Budapest notamment, enfermaient le parti dans un isolement qui n'était pas sans engendrer des tiraillements intérieurs. Évidemment «Unité pour défendre la république contre le fascisme» est un mot d'ordre qui peut trouver écho dans la conscience de certains antifascistes

sincères qui ne regardent pas dans les coulisses et dont la mémoire n'est pas trop nette.

Toutefois

le P.C. risque de voir son scénario modifié si l'interdiction des partis était proclamée. Ceci n'est pas probable d'ailleurs et c'est plus la neutralisation du P.C. qui sera tentée. Le P.C. afin d'assurer sa survie légale pourrait être amené à se «neutraliser» lui-même un petit peu. Son attitude le 14 juillet dernier semble confirmer qu'il s'engage dans cette voie, puisque après une campagne d'agitation antigauilliste très ferme il n'a donné pour consigne à ses militants que d'organiser des bals populaires sous l'égide des Comités de Défense républicaine, de vendre des drapeaux tricolores et d'éviter toute provocation.

La

défaite ouvrière est l'œuvre des ouvriers eux-mêmes.

Comment

en sommes-nous arrivés à la situation actuelle?

C'est

ce que se demandent beaucoup de travailleurs sans bien se rendre compte que tout cela n'a été possible que par l'absence de la classe ouvrière dans la lutte et cela non pas à dater du 13 mai mais depuis bien avant.

Bien

sûr le coup de force a trouvé son support dans le climat psychologique créé dans la population européenne d'Algérie par la durée d'une guerre, qu'aucun gouvernement ne cherchait vraiment à conclure.

Cette

guerre, comme celle du Vietnam, comme la répression à Madagascar et en Afrique, n'a été rendue possible que par la non-intervention ouvrière alors que les exploités des peuples colonisés sont bien les mêmes que ceux de la classe ouvrière «métropolitaine».

Car

il faut reconnaître qu'en vingt ans la classe ouvrière n'a fait que gaspiller l'héritage de la génération passée, n'a fait que reculer par rapport au Capital et à l'État. Nous avons accepté de «savoir terminer une grève» en 1936 (P.C.); de «Retourner les manches» et de considérer que «la grève c'est l'arme des trusts» en 1945 (P.C.).

Nous
avons. accepté la scission syndicale pour avoir laissé enterrer les «40 heures» écrasées sous le poids des heures supplémentaires, destinées à régler des traites de frigidaire ou télévision. Nous nous sommes éreintés dans les stériles grèves tournantes, nous avons accepté de nous battre pour la super hiérarchie des salaires. Nous avons accepté les guerres et les répressions, nous avons laissé les «rappelés et disponibles» lutter seuls contre la guerre d'Algérie. Nous avons accepté Lacoste (S.F.I.O.), les tortures faites en notre nom...

Le
13 mai n'a pu être construit que sur cette suite de renoncements ouvriers.

Pourtant
le 13 mai pouvait être le signe d'un renouveau ouvrier, d'un refus à partir duquel la classe ouvrière reprenant conscience aurait pu commencer à reconstruire après une grève générale insurrectionnelle qui aurait balayé, colonels, fascistes, état d'urgence et guerre d'Algérie et au cours de laquelle les ouvriers créant leurs conseils révolutionnaires et gestionnaires se seraient enfin engagés dans la voie de leur émancipation collective.

Mais,
si la gorge nous serrait de honte au matin du 14 mai, le lendemain du
coup d'État, quand nous constatons que l'«ordre régnait», que les trains roulaient, que pas un ouvrier

ne manquait à son poste de travail, que l'on continuait à préparer les vacances et à discuter du «Giro» cycliste d'Italie, c'est que l'étincelle du 13 mai n'avait pas été assez forte pour provoquer une de ces ripostes spontannées de masse dont l'histoire a prouvé que la classe ouvrière est capable lorsqu'elle se sent attaquée.

Mais

elle ne s'est pas sentie attaquée pour la simple raison que de reculade en reculade la classe, si elle est une réalité économique, n'existe plus en tant que conscience politique. L'individualisme bourgeois ayant fleuri de la démoralisation et de la division syndicale, beaucoup de travailleurs ont cessé

de sentir leur sort lié à celui de leur communauté économique. C'est donc par les solutions individuelles qu'ils ont tenté de pallier l'injustice sociale dont ils sont les victimes. Mais c'est collectivement que la classe ouvrière est attaquée par le fascisme montant, c'est contre elle que De Gaulle bloque les salaires, pour ses ennemis que Pinay assure qu'il

n'y aura jamais d'impôt sur le capital.

Il

se peut que pendant quelques temps encore la démagogie gaulliste n'apparaisse pas clairement aux ouvriers, mais au fur et à

mesure que se durcira le pouvoir, ils ne pourront manquer de retrouver la conscience d'appartenir à une communauté du sort de laquelle dépend leur avenir personnel. Et De Gaulle, bien involontairement, pourrait être le point de départ

d'une réunification psychologique de la classe ouvrière, préalable indispensable à la contre-attaque populaire.

Une

grande organisation anarchiste-communiste avec de profondes racines

ouvrière pourrait être l'outil de ce renouveau. Elle seule contribuerait à hâter la reprise de confiance des

ouvriers dans leur force d'émancipation, loin du fascisme, de l'exploitation capitaliste et du mythe de l'État prétendu ouvrier.

Noir
et Rouge